Pierre-Claver Mbonimpa revient sur ce bilan de ma violence au Burundi en 2017

Jeune Afrique,Â 07 fÃ©vrier 2018Crise politique au Burundi : Â« Le risque de gÃ©nocide est dÃ©passÃ© mais les tueries continuent Â»504 personnes ont Ã©tÃ© tuÃ©es au Burundi en 2017, selon le dernier rapport de l'organisation de dÃ©fense des droits de l'homme burundaise (APRODH), prÃ©sentÃ© le 3 fÃ©vrier Ã Paris. Son prÃ©sident, Pierre-Claver Mbonimpa (photo), revient pour Jeune Afrique sur ce bilan.

Plus de 500 personnes ont perdu la vie en 2017 dans les violences liÃ©es Ã laÂ crise politique que traverse le Burundi, selon lâ€™association burundaise pour la protection des droits humains et des personnes dÃ©tenues (APRODH). Dans son dernier rapport, paru en janvier 2017Â et prÃ©sentÃ© le 3 fÃ©vrier Ã Paris, elle dresse un portrait sombre de la situation au Burundi, quelques mois aprÃ¨sÂ le retrait effectif du pays de la Cour pÃ©nale internationale (CPI)Â et lâ€™Ã©chec de la derniÃ Ã©tape du dialogue inter-burundais Ã Arusha, boycottÃ© par une grande partie de lâ€™opposition. Pierre-Claver Mbonimpa, prÃ©sident de lâ€™organisation,Â qui a lui-mÃªme Ã©tÃ© visÃ© par un attentat qui a failli lui coÃ»ter la vie en 2015, revient pou AfriqueÂ sur cette enquÃªte. Jeune Afrique : Selon lâ€™APRODH, plus de 500 personnes ont Ã©tÃ© tuÃ©es au Burundi en 20 373 autres ont Ã©tÃ© blessÃ©es. Comment Ãªtes-vous parvenus Ã une telle prÃ©cision ? Pierre-Claver Mbonimpa :Â Notre organisation a continuÃ© Ã travailler comme dâ€™habitude, malgrÃ© le fait quâ€™elle a Ã©tÃ© radiÃ©e par le gouvernement Bujumbura. Nous coopÃ©rons avec la population, avec des sources sÃ©curitaires, avec la police et avec tous ceux qui ne sont pas dâ€™accord avec ce qui se passe au Burundi, surtout en ce qui concerne les tueries. Tous les mois, nous mettons en ligne sur notre site internet un rapport qui fait le point sur la situation. Dans le rapport, vous mettez en causeÂ les Imbonerakure [ces hommes de lâ€™ombre qui font rÃ©gner la terreur, ndlr],Â qui seraient Ã eux seuls responsables de 62,89 % des atteintes au droit Ã la vie et Ã lâ€™intÃ©gritÃ© physique. Comment expliquez-vous cette capacitÃ© de nuisance ? Les Imbonerakure sont les jeunes du parti au pouvoir, le CNDD-FDD. Ils sont armÃ©s et portent un uniforme. Certains dâ€™entre eux ont Ã©tÃ© encadrÃ©s et formÃ©s pour commettre des crimes. Ils commettent des exactions sous couvert du Service national du renseignement (SNR). Câ€™est une police qui Ã©mane directement de la prÃ©sidence de la RÃ©publique. Les victimes que vous recensez sont des membres des partis politiques de lâ€™opposition ou considÃ©rÃ©s comme tel. Nâ€™y a t pas, aussi, des victimes du cÃ´tÃ© des partisans du prÃ©sident Pierre Nkurunziza ?Â En ce qui concerne les crimes commis contre le camp pro-gouvernemental, il y a ceux qui ont travaillÃ© avec le pouvoir et qui, une fois dÃ©couverts par la sociÃ©tÃ© civile, sont assassinÃ©s par le mÃªme pouvoir afin dâ€™Ã©viter quâ€™ils ne dÃ©noncent leur mode opÃ©ratoire. Celui qui a é me tuer, par exemple, travaillait au Service national de renseignement. Mais il a Ã©tÃ© assassinÃ© parce quâ€™il avait Ã©cho dans sa mission, de crainte quâ€™il ne rÃ©vÃ¨le comment les choses avaient Ã©tÃ© prÃ©parÃ©es. Comment envisagez-vous volet judiciaire, avecÂ la sortie du Burundi du traitÃ© de Rome, instituant la CPIÂ ? Des procÃ©dures judiciaires sont-elles en cours dans le pays ?Â Au Burundi, nous nâ€™avons quâ€™une justice de faÃ§ade. Dans les faits, les magistrats et les juges n sont pas indÃ©pendants, ils dÃ©pendent directement de lâ€™exÃ©cutif.Â Nous nâ€™avonsÂ pas de juridiction susceptible de j prÃ©sident de la RÃ©publique, le prÃ©sident du SÃ©nat ou celui de lâ€™AssemblÃ©e nationale. Câ€™est pour cela que nous la Cour pÃ©nale internationale afin de demanderÂ que justice soit faite. Depuis 2015, la situation au Burundi laisseÂ entrevoir un possibleÂ gÃ©nocide. La militante des droits de lâ€™homme, Beate Klarsfeld, a rÃ©cemment exprimÃ© se craintes Ã ce sujet. Cette inquiÃ©tude vous semble-t-elle justifiÃ©e ? Il y a eu un risque de gÃ©nocide car le pouvoir de Bujumbura avait tentÃ© dâ€™orienter la crise sur un plan ethnique. Mais les organisations de la sociÃ©tÃ© civile et les partis politiques de lâ€™opposition ont expliquÃ© Ã la population que ce nâ€™Ã©tait pas le cas, car parmi ceux qui ont fui les exactio ceux qui souhaitent un troisiÃ¨me mandat de Pierre Nkurunziza figurent aussi bien des Hutus que des Tutsis. Il y a des morts dans les deux ethnies. Le risque de gÃ©nocide est derriÃ¨re nous, mais nous faisons toujours face Ã des tueries au Burundi. Par AÃ¯ssatou Diallo

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});